

Cote du document: EC 2018/100/W.P.6/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 8
Date: 23 mars 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières au profit des pauvres

Projet de document d'orientation

Note aux membres du Comité de l'évaluation

Questions techniques:

Oscar A. Garcia
Directeur du Bureau indépendant
de l'évaluation du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2274
courriel: o.garcia@ifad.org

Fabrizio Felloni
Directeur adjoint
téléphone: +39 06 5459 2361
courriel: f.felloni@ifad.org

Responsables:

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale
de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Centième session
Rome, 23 mars 2018

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
I. Contexte	1
II. Contribution du FIDA aux filières favorables aux pauvres	2
A. Le cadre stratégique	2
B. Portefeuille et instruments	4
C. Une théorie du changement pour l'approche du FIDA en matière de développement des filières au profit des pauvres	5
III. Cadre d'évaluation	7
A. Objectifs	7
B. Principales questions de l'évaluation	8
C. Collecte et analyse des données	9
D. Contraintes	12
IV. Processus d'évaluation	13
Annexes	
I. Matrice d'évaluation	15
II. Orientations du FIDA en matière de filières	21
III. Évaluations prévues par IOE en 2018, et présentant un intérêt pour l'ENI	22
IV. Notes tirées d'autres évaluations pertinentes	23
Appendice	
Preliminary bibliography (Bibliographie préliminaire)	

Sigles et acronymes

BASD	Banque asiatique de développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DANIDA	Agence danoise de développement international
ENI	Évaluation au niveau de l'institution
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IOE	Bureau indépendant de l'évaluation
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation de producteurs
PTA	Division des politiques et du conseil technique
4P	Partenariat public-privé-producteur

Évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières au profit des pauvres

I. Contexte

1. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration en septembre 2017, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) réalisera en 2018 la première évaluation au niveau de l'institution (ENI) de la contribution du FIDA au développement de filières au profit des pauvres.
2. Les analyses internationales de l'agriculture familiale, y compris celles réalisées par le FIDA, montrent qu'un pourcentage élevé de la production agricole mondiale peut être attribué aux petits producteurs¹, mais que la part de la valeur de marché qu'ils en obtiennent est d'une petitesse disproportionnée². L'une des priorités stratégiques du FIDA consiste, depuis 2001³, à faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés en vue d'accroître les revenus et d'améliorer les moyens d'existence des ruraux pauvres, sous réserve de la mise en place des mesures qui conviennent pour limiter les conséquences négatives éventuelles. Dans de nombreux contextes, toutefois, un meilleur accès aux marchés peut être une condition nécessaire, mais pas suffisante, à une réduction durable de la pauvreté rurale.
3. Les approches filières, initialement élaborées par le secteur privé pour renforcer l'avantage comparatif et compétitif, ont gagné du terrain auprès des gouvernements et des donateurs partenaires en tant qu'"outils robustes pour protéger les liaisons menacées, faciliter la modernisation d'autres liens pour générer des rendements accrus, et promouvoir les programmes d'investissements étrangers directs"⁴. Les filières agricoles ont aussi retenu l'attention des institutions financières internationales et régionales, spécialement pour le financement d'activités hors exploitations et d'industries agroalimentaires liées aux principaux marchés.
4. À la suite de cette évolution, l'intérêt du FIDA et son engagement en faveur du développement ou de l'amélioration des filières favorables aux pauvres se sont considérablement accrus dans les interventions qu'il appuie depuis le milieu des années 2000, en termes à la fois de nombre d'opérations spécifiques⁵ et d'attention aux filières dans les cadres stratégiques.
5. Le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 donnait des filières agricoles la définition succincte suivante: "chaîne des activités à travers laquelle les biens et les services agricoles sont produits, distribués et consommés". L'aperçu général du développement des filières de produits publié par le FIDA en 2014, définit la filière comme "une alliance verticale d'entreprises participant, à des degrés divers, à la gamme d'activités requises pour faire parvenir un produit, depuis la phase initiale d'apport des intrants, en passant par les diverses phases de production, à sa destination finale sur le marché"⁶. La figure 1 donne, sous une forme graphique simplifiée, une représentation d'une filière.

¹ La présente évaluation utilise les expressions "petit exploitant agricole", "petit agriculteur", et "petit producteur" de manière interchangeable, encore qu'ils puissent, dans d'autres contextes, présenter différentes nuances.

² En 2013, on a estimé que 80% des aliments en Asie et en Afrique subsaharienne étaient produits par des petits agriculteurs. Tiré de Pedro Arias, David Hallam, Ekaterina Krivonos et Jamie Morrison, *Smallholder integration in changing food markets*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2013.

³ *Rapport sur la pauvreté rurale*, FIDA, 2001.

⁴ Banque mondiale, *Building Competitiveness in Africa's Agriculture*, 2010.

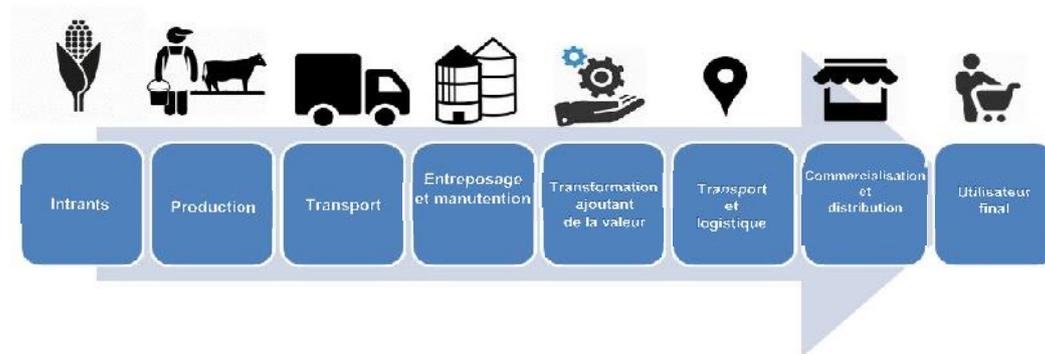
⁵ Étude thématique sur le développement des filières rurales au profit des pauvres, FIDA, non publié, 2011.

⁶ Ces définitions ne sont pas très différentes de celles apparaissant ailleurs, par exemple dans Kaplinsky et Morris 2002, in Banque mondiale, *Building Competitiveness in Africa's Agriculture*, 2010.

6. Malgré la participation internationale croissante au développement des filières, seules quelques évaluations du travail accompli par les organismes internationaux de développement à l'appui des approches filières ont été réalisées à ce jour, de sorte que l'on ne dispose que d'un volume limité de données d'évaluation pertinentes. Parmi les quelques évaluations achevées (voir l'annexe III), une évaluation du portefeuille bilatéral de l'Allemagne entre 2003 et 2013 a constaté que la promotion des filières agricoles peut contribuer à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire pour les producteurs, grâce à des gains de productivité, de qualité et de commercialisation. Il fallait toutefois, pour qu'ils puissent participer, qu'ils disposent d'un niveau minimum de ressources, et il existait des obstacles à l'entrée pour les personnes disposant de peu de terre, de savoirs et de capital, et pour les femmes. La durabilité des filières était dépendante de la solidité des relations contractuelles et du degré de cohésion entre les acteurs.

Figure 1

Représentation schématique d'une filière dans le secteur agroalimentaire



Source: CLE 2017.

7. D'autres évaluations, réalisées par la Banque asiatique de développement (BASD) et par l'Agence danoise de développement international (DANIDA), ont conclu que le travail accompli avait été principalement axé sur l'offre et la production, et moins sur la transformation et l'ajout de valeur, et n'avait pas abordé les problèmes plus généraux des filières agricoles. Bien que les grandes entreprises agroalimentaires semblaient en avoir tiré des avantages, les autres acteurs des filières, et notamment les producteurs pauvres, avaient besoin d'un appui supplémentaire. Les évaluations conviennent que l'efficacité des filières dépend de plusieurs facteurs: contexte institutionnel et réglementaire favorable, infrastructure, information sur le marché et services aux entreprises.

II. Contribution du FIDA aux filières favorables aux pauvres

A. Le cadre stratégique

8. L'amélioration de l'accès aux marchés pour les ruraux pauvres a été l'une des pierres angulaires de l'approche du FIDA en matière de développement rural. L'axe principal a évolué au fil des années, passant d'un accent initial sur l'infrastructure physique, la fourniture d'intrants et l'augmentation de la production et de la productivité, à un appui aux ruraux pauvres pour les aider à accéder aux marchés et à établir des liaisons commerciales plus solides, et en améliorant également l'accès aux services financiers ruraux. L'importance des filières favorables aux pauvres a été par conséquent prise en compte dans les cadres stratégiques institutionnels.
9. Le Cadre stratégique 2007-2010 a désigné le manque d'accès au marché comme l'un des facteurs déterminants de la pauvreté parmi les producteurs ruraux pauvres, et a retenu l'analyse des filières comme un élément clé pour y répondre.

Il a aussi reconnu que les conséquences pour les ruraux pauvres des facteurs émergents, y compris "les filières mondiales", n'étaient "nullement certaines".

10. La vision énoncée dans le Cadre stratégique 2011-2015 à l'appui de la réalisation du premier des Objectifs du Millénaire pour le développement mettait l'accent sur la petite agriculture, qui devait être économiquement viable, rentable et écologiquement durable, et intégrée "à la gamme de secteurs non agricoles concernés, plus ou moins directement, par les filières agricoles". Les filières devaient être au cœur de la stratégie du FIDA en matière de développement rural pour créer des possibilités d'augmentation des revenus et de l'emploi, à la fois sur les exploitations, grâce à une production accrue et de meilleure qualité, et hors des exploitations, grâce à des services auxiliaires et apportant une valeur ajoutée. Dans le même temps, le Cadre stratégique reconnaissait aussi que les inégalités entre les sexes pourraient affecter une intégration équitable des femmes rurales pauvres dans les filières.
11. La vision intégrée dans le Cadre stratégique 2016-2025, qui est celle d'une "transformation inclusive et durable du monde rural", demande que des moyens d'existence améliorés et durables pour toutes les populations rurales pauvres constituent un but à atteindre par l'intermédiaire de processus nationaux de croissance économique qui ne compromettent pas la base de ressources naturelles⁷. L'objectif stratégique 2, "accroître les avantages que les populations rurales tirent de leur intégration au marché", indique que les filières sont des éléments majeurs dans les opérations du FIDA. Les partenariats public-privé-producteur (4P) sont désignés parmi les mécanismes à développer autour des filières, à l'avantage mutuel de toutes les parties prenantes.
12. Participation du secteur privé. La Stratégie concernant le secteur privé – intensification de la collaboration du FIDA avec le secteur privé, publiée en 2011, met l'accent sur la façon dont le FIDA entend collaborer avec les entreprises du secteur privé, définies comme les entreprises ou sociétés à but lucratif et qui n'appartiennent pas au gouvernement ou ne sont pas exploitées par les pouvoirs publics. La stratégie fait abondamment référence aux filières et souligne le rôle central des organisations paysannes dans l'augmentation des prix à la production et l'amélioration des revenus des petits agriculteurs au sein des filières.
13. Un autre document est particulièrement pertinent: la Politique du FIDA en matière de finance rurale, publiée en 2009, ne prévoit pas de dispositions spécifiques pour les filières, mais envisage des produits innovants qui pourraient cibler des acteurs à tous les niveaux des filières agricoles. La stratégie énonce six principes, qui s'appliquent également au développement des filières: i) favoriser l'accès à des services financiers diversifiés; ii) promouvoir une large gamme d'institutions financières, de modèles et de vecteurs; iii) appuyer des approches novatrices induites par la demande; iv) encourager des approches fondées sur le marché; v) élaborer et appuyer des stratégies à long terme axées sur la durabilité et sur l'action en direction de la pauvreté; et vi) participer à la concertation sur les politiques.
14. D'autres politiques et stratégies essentielles jouent un rôle important dans la définition de l'approche institutionnelle du développement de filières au profit des pauvres: la Politique en matière de ciblage (2008), la Stratégie concernant le changement climatique (2010), la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012) et la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (2011). En outre, d'autres directives et procédures institutionnelles pourraient contribuer à modeler la manière dont les

⁷ Conformément au Programme 2030, la définition des populations rurales pauvres inclut, outre les petits agriculteurs, "les paysans sans terre ou pauvres en terre, les femmes et les jeunes, les groupes ethniques marginalisés, et les victimes de catastrophes et de conflits".

initiatives et les interventions du FIDA abordent la question des filières favorables aux pauvres.

B. Portefeuille et instruments

15. Les instruments financiers utilisés par le FIDA à l'appui du développement rural ont habituellement compris les prêts aux gouvernements ainsi que des dons à des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, y compris des entités à but lucratif du secteur privé. En outre, le FIDA entreprend des activités hors prêts comme la concertation sur les politiques, le développement de partenariats et la gestion des savoirs. L'annexe 2 présente une liste des documents relatifs aux filières publiés par le FIDA entre 2012 et 2016. La documentation du FIDA met en lumière l'importance des partenariats avec: i) les gouvernements, pour l'exécution des projets et la concertation sur les politiques; ii) d'autres organisations internationales, pour financer conjointement des programmes de grande ampleur et pour coopérer avec les gouvernements en matière de concertation sur les politiques; et iii) le secteur privé, y compris les 4P, pour établir des partenariats mutuellement bénéfiques entre le secteur public, le secteur privé et les petits producteurs ruraux⁸.
16. Établi sur la base d'un examen préliminaire, le tableau 1 présente une synthèse initiale des activités – existantes et prévues – appuyées par le FIDA pour le développement de filières au profit des pauvres sous la forme d'instruments de prêt et hors prêts. Par ailleurs, le Conseil d'administration a approuvé en décembre 2017 la création du Fonds d'investissement dans l'agriculture paysanne et les petites et moyennes entreprises (SIF), qui accordera: i) des prêts directs aux petites et moyennes entreprises du secteur de l'agro-industrie; et ii) un financement aux intermédiaires du secteur de la microfinance.

Tableau 1

Liste préliminaire des approches appuyées par les interventions du FIDA en faveur du développement des filières

ÉLÉMENT	LIAISONS ATTENDUES AVEC LE DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES AU PROFIT DES PAUVRES
Infrastructure physique/ de marché	L'efficacité de la filière dépend de l'existence d'un seuil minimum d'infrastructure physique (par exemple, routes, électricité et entreposage).
Dons de contrepartie	Ils doivent combler les lacunes en matière de financement à terme sans introduire de distorsions dans les taux d'intérêt, en particulier sur les segments à risque plus élevé et non testés mais potentiellement innovants.
Plateformes filières	Elles facilitent le développement des filières en renforçant la confiance, en élaborant une vision commune entre les acteurs et en repérant les problèmes potentiels dans l'environnement porteur.
Agriculture sous contrat	Les projets appuient les organisations paysannes pour qu'elles augmentent, améliorent et planifient leur production, et négocient avec les acteurs intervenant aux niveaux de la commercialisation et de la transformation.
Partenariats public-privé-producteur (4P)	Préparation conjointe, par le secteur privé et les groupes de producteurs, de plans d'entreprise qui seront appuyés par le secteur public, avec un financement dont la couverture s'étendra à l'amélioration du produit et du processus, à l'entreposage et à d'autres installations communes.
Modernisation de la technologie de transformation	L'amélioration des technologies des cultures et de l'élevage peut accroître la demande de production des paysans, augmenter les prix et réduire les pertes.

⁸ S'agissant des 4P, le Cadre stratégique 2016-2025 souligne l'importance de l'investissement dans des biens collectifs et d'un cadre politique porteur pour favoriser, et amplifier, les investissements privés responsables en faveur des filières alimentaires et agricoles, qui apporteront des avantages aux petits agriculteurs en leur donnant l'accès à des marchés, technologies et services fiables, et à d'autres habitants des zones rurales des emplois extra-agricoles dans les filières et l'économie rurale au sens large.

ÉLÉMENT	LIAISONS ATTENDUES AVEC LE DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES AU PROFIT DES PAUVRES
Information sur les marchés	Les plateformes informatiques fournissent des données sur les prix du marché et d'autres conditions, et on prévoit qu'elles contribueront à éclairer les producteurs dans leur prise de décisions sur les points de savoir où, quoi et quand vendre (testé dans le cadre de certains dons).
Formation de capital social pour les organisations de petits producteurs	Le succès des interventions consacrées aux filières dépend essentiellement de la capacité des organisations de producteurs de conclure efficacement des contrats et des arrangements de partenariat.
Concertation sur les politiques et réforme juridique, réglementaire et institutionnelle	Pour améliorer le contexte porteur: réglementations relatives au secteur agroalimentaire et au marché; politiques en matière d'approvisionnement et budgétaire pour les petits exploitants et les micro et petites entreprises; directives en matière d'investissements privés responsables, politique commerciale et promotion; qualité, sûreté et traçabilité des aliments.
Partenariats	Prendre en compte les acteurs dont les savoirs, l'expérience et les fonctions spécifiques sont en rapport avec les filières.
Gestion des savoirs	Tirer parti de l'expérience propre du FIDA ou de celle d'autres organisations afin de raccourcir la courbe d'apprentissage.

Source: IOE 2017, sur la base de l'examen d'un document préliminaire.

17. Portefeuille de prêt. Le pourcentage de projets appuyés par le FIDA comportant des activités concernant les marchés et les filières a augmenté au fil des années. Une étude conduite en 2011 par le FIDA⁹ a constaté qu'avant 1999, seuls 3% des projets s'intéressaient aux filières, alors qu'en 2009 c'était le cas, selon les estimations, de 46% des projets, approuvés pour la plupart après 2004.
 18. Selon une recherche plus récente conduite par la Division des politiques et du conseil technique (PTA), 99 des 126 projets de prêt (soit 78,6%) approuvés par le Conseil d'administration du FIDA durant la période 2012-2016 comprenaient une composante consacrée aux filières ("examen approfondi d'une filière"). La contribution du Fonds au financement de ces prêts a été de 2,88 milliards d'USD, équivalant à environ 84% du total (3,43 milliards d'USD) durant la période. Comme expliqué ci-dessous, cette classification de projets dans la catégorie "examen approfondi d'une filière" sera validée au cours de l'ENI.
 19. Les ressources en personnel du FIDA consacrées au développement des filières comprennent l'Unité marchés et entreprises en milieu rural, composée de trois membres du personnel de la catégorie du cadre organique et d'un membre de la catégorie des services généraux, tous à plein temps. Une réserve de consultants, gérée par les divisions régionales, est également disponible pour la conception et la supervision des projets. En outre, des spécialistes travaillant au sein des divisions régionales et d'autres équipes de PTA contribuent aussi aux travaux dans ce domaine.
- C. Une théorie du changement pour l'approche du FIDA en matière de développement des filières au profit des pauvres
20. La figure 2 présente une proposition de logique d'intervention pour orienter l'appui aux filières favorables aux pauvres. Ce dispositif sera révisé au cours de l'évaluation, afin d'en prendre en compte les conclusions. Le premier niveau comprend les stratégies, politiques, ressources et instruments institutionnels mis en œuvre par le FIDA dans toutes ses initiatives et interventions, aux niveaux mondial et national (partie supérieure du cadre). Le niveau suivant est celui du pays, et comprend les stratégies, institutions et acteurs nationaux, et les stratégies du FIDA ([programmes d'options stratégiques pour le pays] COSOP).
 21. On trouve, encore plus bas, le niveau des interventions financées par le FIDA, abordant le contexte et les problèmes auxquels sont confrontés les pauvres, comme l'incapacité de produire des biens en quantité et de qualité adéquates pour

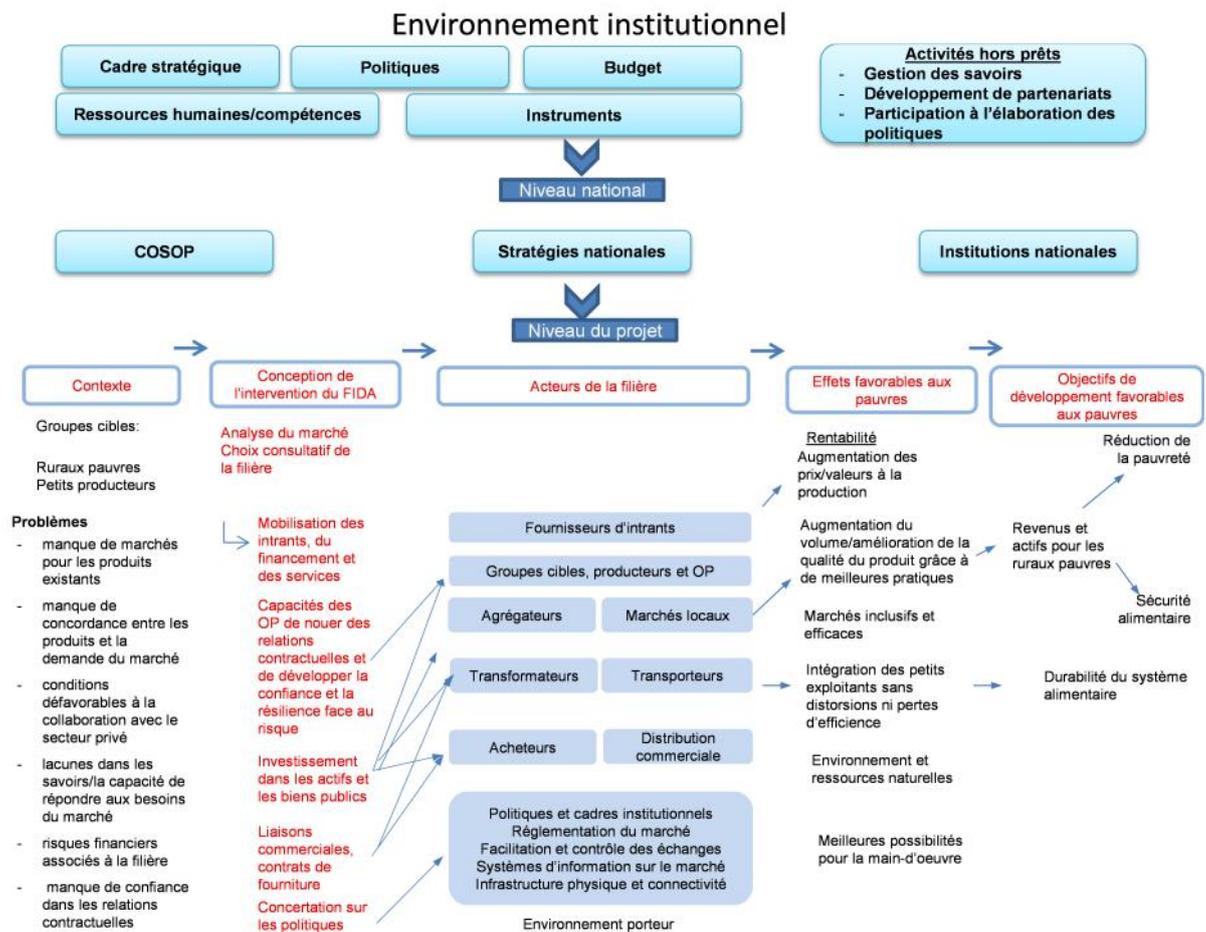
⁹ Étude thématique sur le développement des filières au profit des pauvres, 2011.

répondre à la demande des marchés à leur portée; ou le manque d'accès à des marchés rémunérateurs pour leur production; et le manque des aptitudes, des compétences et des ressources nécessaires pour négocier des profits justes et équitables et des accords de partage du risque avec les acteurs du secteur privé.

22. Les projets financés par le FIDA comportent un éventail de modalités d'action possibles (deuxième colonne), depuis la fourniture d'intrants, les biens publics, l'infrastructure et le financement, jusqu'aux arrangements contractuels et à la participation à l'élaboration des politiques qui entraînent des changements dans la manière dont opèrent les acteurs de la filière (troisième colonne).
23. Cela devrait donc améliorer la rentabilité sur l'ensemble de la filière, en particulier pour les pauvres, par le biais d'effets directs et indirects (quatrième colonne)¹⁰, comme la hausse des prix à la production pour les petits producteurs, une augmentation des possibilités d'emploi, un volume supérieur de produits de meilleure qualité, et une meilleure intégration des producteurs, sans porter préjudice au stock de ressources naturelles. L'impact final (cinquième colonne) comprendra les améliorations des revenus, des actifs et de la sécurité alimentaire des ruraux pauvres. Pour simplifier la présentation, le graphique ne différencie pas les changements selon qu'ils concernent la communauté, les ménages ou les membres des ménages, bien que ceux-ci puissent être importants du point de vue du FIDA, comme les différents effets sur les membres du ménage selon leur sexe et leur âge.

¹⁰ Le caractère direct ou indirect des effets peut être moins important que leur taille. Les effets peuvent être indirects mais importants (dans le cas, par exemple, de politiques ou d'évolutions sur le marché affectant les prix à la production).

Figure 2
Projet de présentation schématique de l'approche du FIDA en matière de développement de filières au profit des pauvres



Source: élaboration d'IOE, 2018

III. Cadre d'évaluation

A. Objectifs

24. L'ENI a pour objectifs: i) de fournir une évaluation de la performance du FIDA en matière d'appui au développement de filières au profit des pauvres, et de la manière dont son action a contribué à la réalisation du mandat du FIDA – réduction de la pauvreté rurale et développement rural inclusif et durable; et ii) de recenser les possibilités d'amélioration et de formuler des recommandations pour le renforcement de l'approche du FIDA concernant le développement de filières comme moyen de développement rural et de réduction de la pauvreté.
25. Portée. Cette évaluation portera sur la période allant de 2007 à décembre 2017. L'évaluation abordera trois niveaux d'analyse, le premier étant le niveau institutionnel, qui inclut les politiques, les directives, la capacité, les ressources et les processus opérationnels du FIDA applicables à l'appui aux filières.
26. Le deuxième niveau, celui du pays, inclut le contexte, les stratégies, les politiques et les institutions nationales. À ce niveau, l'évaluation portera également sur les activités hors prêts comme la gestion des savoirs, le développement des partenariats et la concertation sur les politiques.
27. Le troisième niveau inclut les opérations comme les projets financés par des prêts ou les dons. L'ENI examinera les activités au niveau du projet lorsque leur conception prévoit qu'elles devront appuyer une partie ou la totalité d'une filière;

lorsqu'elles incluent l'analyse d'une filière; et lorsqu'elles traitent explicitement des contraintes de filières. Il est admis que la limite entre les activités de caractère opérationnel et les activités hors prêts peut ne pas toujours être parfaitement claire, et que certaines activités peuvent s'étendre sur le deuxième et le troisième niveau.

28. L'ENI procédera également à un examen sélectif du travail d'évaluation réalisé par IOE durant cette période et pertinent pour ce thème. Une partie de ce travail d'évaluation concerne des prêts ou des COSOP préparés avant 2007. Cette décision est justifiée par l'importance que revêt l'étude de l'évolution de la conceptualisation et de la pratique, au niveau institutionnel, de l'appui au développement des filières au profit des pauvres.
29. Critères. Conformément au Manuel de l'évaluation (2015), cette ENI analysera les interventions du FIDA sur la base des quatre critères suivants: pertinence, efficacité, efficience et durabilité. Les aspects concernant les modifications dans les indicateurs de la pauvreté rurale seront traités dans le cadre du critère d'efficacité, étant donné que les données concrètes disponibles peuvent être limitées par le stade d'exécution relativement précoce du portefeuille financé par le FIDA concernant le développement des filières.
30. Compte tenu de leur priorité stratégique et politique pour le FIDA sur le plan de la réduction de la pauvreté rurale, et de leur pertinence pour le développement des filières (comme l'a reconnu le Cadre stratégique 2016-2025), les domaines thématiques spécifiques suivants seront abordés dans l'évaluation: égalité des sexes et autonomisation des femmes, nutrition et jeunesse, gestion des ressources naturelles, et adaptation aux changements climatiques. Le fait que certains de ces thèmes, comme la nutrition et la jeunesse par exemple, n'ont que récemment été adoptés comme priorités institutionnelles sera dûment pris en compte durant l'ENI.

B. Principales questions de l'évaluation

31. Les questions fondamentales de cette ENI sont les suivantes:
 - a) l'approche adoptée par le FIDA dans le développement des filières au profit des pauvres constitue-t-elle un moyen efficace de réduire durablement la pauvreté rurale? Dans quelle mesure, dans quelles conditions et pour qui?
 - b) dans quelle mesure la structure organisationnelle et les instruments du FIDA sont-ils propices à la conception et à l'appui efficace aux filières favorables aux pauvres?
32. Les questions spécifiques à aborder sont présentées ci-dessous et, de manière plus détaillée, à l'annexe 1. On en poursuivra l'affinement et la formulation, en tant que de besoin, pour chacun des niveaux de l'analyse. Par ailleurs, l'une des hypothèses sous-jacentes à cette évaluation est qu'une approche filière peut ne pas être nécessaire pour toutes les interventions classiques financées par le FIDA et mettant l'accent sur les besoins fondamentaux et les améliorations de la productivité, ou dans les cas où ces éléments sont combinés à la facilitation de l'accès aux marchés. Inversement, il est possible qu'il soit nécessaire de réunir un ensemble de conditions avant l'adoption d'une approche filière au profit des pauvres.
33. Au titre de la pertinence, l'évaluation explorera la mesure dans laquelle: i) les approches filières appuyées par le FIDA sont conformes aux besoins nationaux et à ceux de la zone du projet, aux stratégies et politiques publiques, ainsi qu'au mandat institutionnel du FIDA, aux objectifs de ses politiques et à ses stratégies; ii) les approches bénéficiant d'un appui ciblent les besoins des ruraux pauvres, des catégories particulièrement défavorisées ou des groupes d'intérêt spéciaux comme les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les personnes sans terre ou pauvres en terre, et les personnes handicapées; iii) les interventions sont fondées sur des diagnostics solides; et iv) les savoirs générés par l'expérience du FIDA ont été pris en considération par le FIDA lui-même et par ses partenaires.

34. Pour ce qui concerne l'efficacité des approches filières, les questions clés se rapportent aux changements auxquels les interventions ont contribué, en termes de: i) fonctionnement favorable aux pauvres de segments spécifiques des filières (par exemple, équité et transparence de la formation des prix, accès à l'information, compétition et atténuation croissantes des effets négatifs des mécanismes monopolistiques/monopsonistiques locaux); ii) capacité et comportement des producteurs individuels et autonomisation des organisations de producteurs; iii) capacité et comportement d'autres acteurs clés de la filière; iv) collaboration avec les acteurs de la filière, y compris le secteur privé; v) mise en place d'initiatives de coopération privé-public; vi) bien-être des communautés, des ménages et des membres du ménage (revenus, actifs, capital humain et social, sécurité alimentaire); vii) changements favorables aux pauvres dans le contexte des politiques, normatif et réglementaire à l'échelon national ou local. L'évaluation déterminera aussi les conditions essentielles auxquelles devront répondre les interventions sur les filières appuyées par le FIDA pour atteindre le but énoncé de développement inclusif pour tous.
35. S'agissant de l'efficacité, l'évaluation s'attachera à explorer les facteurs ayant amélioré ou limité l'utilisation des ressources à l'appui des approches filières. Les questions peuvent par conséquent se rapporter: i) à la mesure dans laquelle les partenariats ont été conçus pour exploiter les forces, les compétences et l'expérience comparatives des principaux acteurs – gouvernement et entités publiques, entrepreneurs privés, donateurs et organisations d'assistance technique, organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile; ii) à la mesure dans laquelle les projets ont veillé à renforcer les compétences et les savoirs du personnel clé du gouvernement et du projet, compte tenu du rôle spécial joué par les gouvernements dans les interventions de développement financées par le FIDA; iii) aux instruments financiers et non financiers dont disposent le FIDA et ses partenaires pour appuyer les interventions filières, notamment la coopération Sud-Sud et triangulaire; iv) à la manière dont la structure organisationnelle du FIDA, ses ressources humaines, son expertise et ses budgets ont été utilisés pour appuyer la conception et l'exécution des interventions évaluées, et dont la décentralisation accrue peut affecter l'appui au développement des filières; et v) aux indicateurs de performance des projets de filières, comparés aux projets du FIDA dans d'autres domaines.
36. Pour ce qui concerne la durabilité, l'évaluation s'attachera à explorer les facteurs susceptibles d'appuyer ou de freiner un flux continu d'avantages pour les utilisateurs prévus. Les questions essentielles feront donc référence: i) à l'opportunité sociale, économique et technique de nouvelles technologies introduites à divers niveaux des filières favorables aux pauvres; ii) à la rentabilité des interventions et des approches favorisées pour les ménages pauvres et d'autres acteurs clés des filières; iii) au degré d'appui fourni par les acteurs et les organismes publics; iv) à la participation et la cohérence des intérêts des acteurs du secteur privé; v) à l'instabilité probable des conditions du marché pour certains biens et produits; vi) à l'intégration de mesures pour la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques lors de la conception ou durant l'exécution afin de stimuler la résilience des producteurs; et vii) à l'élaboration de modalités de gestion du risque pour faire face aux différents types de risques (prix ou climat, par exemple).

C. Collecte et analyse des données

37. Identification du portefeuille de projets concernant les filières. Comme indiqué, PTA a rassemblé dans une base de données les projets ayant abordé depuis 2012 le développement des filières. À partir des mêmes indicateurs, la présente ENI validera la base de données, y ajoutera les projets pertinents approuvés au cours des années manquantes (2007-2011) et recensera, par le biais d'une recherche dans les systèmes de l'institution et d'entretiens avec le personnel

du FIDA, des interventions supplémentaires comme des dons ou des manifestations internationales approuvées ou exécutées durant la période couverte par l'évaluation et mettant explicitement et spécifiquement l'accent sur le développement de filières.

38. Analyse des données disponibles dans le portefeuille de projets concernant les filières. Une fois établi le portefeuille de projets concernant les filières, des données et des informations en seront extraites pour ajouter à la base de données, comme compléments: i) des données financières et les étapes clés du projet (approbation, entrée en vigueur, premier décaissement, dates originales et effectives d'achèvement et de clôture) et les notes issues des autoévaluations, provenant des bases de données du Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS) et de Flexcube; ii) des informations sur les produits concernés, les modalités de l'appui, les partenaires et d'autres caractéristiques, extraites des rapports de conception, de supervision, d'appui à l'exécution et d'achèvement. IOE maintient aussi la base de données du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA regroupant les notes des évaluations, qui seront utilisées pour les projets déjà évalués. Les données ci-dessus seront traitées de manière qualitative et quantitative, et analysées afin d'obtenir: i) des statistiques descriptives (par exemple fréquences, moyennes, variance et valeurs modales); ii) des statistiques inférentielles sur l'importance des différences; et iii) des corrélations et associations. Le recours à des logiciels comme NVIVO et STATA est envisagé.
39. Échantillon de projets pertinents. La base de données validée des projets concernant les filières permettra à l'ENI de composer un échantillon de projets choisis à dessein (de manière non aléatoire) en vue d'une analyse approfondie. L'équipe chargée de l'ENI consultera, dans le cadre de ce processus, le Département gestion des programmes et d'autres divisions du FIDA. À titre provisoire, l'échantillon comprendra 20 à 25 projets, choisis sur la base des paramètres suivants:
- a) La date de la conception et de l'approbation: on choisira un ensemble de projets approuvés tout au long de la période couverte par l'évaluation afin de refléter l'évolution de l'approche du FIDA en matière de développement des filières. Cela permettra, entre autres, de prendre en compte l'introduction de documents stratégiques comme la Stratégie concernant le secteur privé (2011) et les cadres stratégiques;
 - b) La typologie de modèles organisationnels et d'activités: dans la mesure du possible, l'échantillon inclura: i) différentes approches (figure 1) du développement des filières; ii) différents modèles moteurs, à savoir impulsés par les producteurs, les acheteurs ou les intermédiaires; et iii) différents types de produits, par exemple cultures de base, cultures de rente, produits d'origine animale, produits périssables et non périssables;
 - c) La collaboration avec le secteur privé qui sera examinée avec une attention particulière: l'échantillon comprendra des projets qui ont envisagé des partenariats avec des acteurs privés, notamment des 4P, et ont établi des plateformes filières pour les acteurs des filières;
 - d) Les zones géographiques: l'échantillon comprendra des expériences provenant de différentes divisions régionales.
40. Études de cas sur le portefeuille de projets du FIDA concernant les filières. L'ENI conduira des études de cas sur certains des projets contenus dans l'échantillon. Il s'agira d'un mélange d'études "exploratoires" visant à dégager des hypothèses à examiner ultérieurement, en particulier pour les études de cas antérieures sur dossier; d'études de "cas critique" (examinant un cas unique d'un point unique d'intérêt vital pour l'évaluation); et d'études "effets du programme"

(cherchant à comprendre les effets émergents et les principaux facteurs). L'ensemble de l'ENI constituera une étude de cas cumulative, réunissant les conclusions de plusieurs études de cas au regard des critères, questions et domaines thématiques de l'ENI¹¹. Les études de cas comprendront une étude sur dossier et des visites dans les pays.

- a) Étude sur dossier: on prévoit, à titre provisoire, d'analyser les deux tiers environ de l'échantillon sur la base des rapports de conception des projets, des examens à mi-parcours, des rapports de supervision et d'achèvement des projets, des évaluations pertinentes de la stratégie et du programme de pays, des évaluations d'impact, des évaluations de la performance du projet et des validations des rapports d'achèvement de projet, selon le cas¹².
 - b) Visites dans les pays: en fonction des ressources et du temps disponibles, l'étude sur dossier sera complétée, pour environ un tiers de l'échantillon, par une mission¹³. Toutes choses égales par ailleurs, on choisira les pays où il y a plus d'un projet, pour parvenir à une utilisation plus efficiente du temps et des ressources budgétaires, et une meilleure comparaison entre les projets. Les visites dans les pays permettront: i) des échanges avec les départements ministériels responsables et les membres de la haute direction sur divers aspects du projet et sur la collaboration avec le FIDA dans le domaine du développement des filières; ii) des entretiens approfondis avec le personnel de projet, les participants, les partenaires et autres parties prenantes des filières; et iii) une observation directe des réalisations concrètes et des résultats pour les bénéficiaires. En fonction des besoins en termes d'information, du temps et des ressources disponibles, et pour les projets dont l'exécution est suffisamment avancée, les visites sur le terrain pourraient être complétées par des mini-enquêtes auprès des bénéficiaires des projets. On prêter attention aux données de télédétection déjà disponibles¹⁴.
41. Informations provenant des prochaines évaluations et synthèses d'IOE. Les données d'évaluation seront complétées par les évaluations au niveau des projets et des pays qui seront conduites en 2018. L'annexe III présente la liste provisoire des évaluations et synthèses pertinentes, en cours et prévues.
 42. Évaluation des produits du savoir et d'autres documents du FIDA concernant les filières. L'ENI analysera un certain nombre de documents de savoir et de stratégie pertinents, à savoir:
 - a) tous les produits du savoir présentant un intérêt pour le développement des filières (voir à l'annexe II la liste provisoire, qui sera complétée en collaboration avec le personnel du FIDA); ces documents seront analysés en termes de cohérence avec les stratégies et les politiques du FIDA, et de la qualité technique de leur contenu et de leur présentation. Une mesure supplémentaire possible consisterait en une simple enquête en ligne auprès des utilisateurs prévus, pour sonder leur opinion sur l'intérêt et l'utilité de chacun des produits;

¹¹ Pour une introduction générale aux études de cas et leur classification, voir: US General Accounting Office (1990) *Case Study Evaluations*, Washington DC.

¹² Des évaluations antérieures ont traité d'aspects choisis des filières; on citera, entre autres, l'ENI sur la Stratégie concernant le secteur privé (2011), une Synthèse d'évaluations sur l'accès des petits exploitants aux marchés, des évaluations de la stratégie et du programme de pays au Ghana (2012), en République de Moldova (2013), au Cameroun (2017), ainsi que des évaluations d'impact et des évaluations de la performance des projets à Sri Lanka (2013), au Mozambique (2015) et au Ghana (2018).

¹³ Les projets ayant déjà fait l'objet d'une évaluation par IOE ne seront pas inclus dans la liste des projets adéquats à évaluer directement par l'équipe chargée de l'ENI.

¹⁴ Sur la base, par exemple, du travail effectué par la Division Afrique de l'Ouest et du Centre au Sénégal, au Cameroun et au Mali.

- b) les cadres stratégiques, et d'autres stratégies et politiques, afin de déterminer dans quelle mesure l'engagement en faveur du développement des filières est répercuté dans le cadre théorique; et
 - c) tous les COSOP approuvés depuis 2007, pour recenser les références et les engagements programmatiques portant sur le développement des filières.
43. Autoévaluations de la direction. Conformément à la politique de l'évaluation et de l'expérience antérieure, la direction préparera une autoévaluation sur la base des questions clés préparées par IOE. L'autoévaluation sera présentée et débattue au cours d'un atelier interne qui se tiendra au début de 2018. L'évaluation donnera lieu à l'élaboration d'un document interne non destiné à être rendu public.
 44. Entretiens avec des informateurs clés. L'ENI comprendra des entretiens semi-structurés avec des membres du personnel du FIDA à différents niveaux et en différents lieux, y compris des membres de la direction et des membres clés du personnel dans les départements concernés et les bureaux décentralisés. Les entretiens mettront l'accent sur divers aspects de l'action du FIDA en matière de développement des filières. L'équipe chargée de l'ENI aura aussi des entretiens avec des membres choisis du Conseil d'administration. Des entretiens auront ensuite lieu avec des représentants d'ONG, de groupes de réflexion, d'organisations du secteur privé, d'organisations paysannes et d'organisations de la société civile.
 45. Une enquête par voie électronique sera conçue pour recueillir les savoirs, les points de vue et l'expérience des responsables et du personnel opérationnel du FIDA, ainsi que du personnel technique des organismes gouvernementaux, des directeurs des projets financés par le FIDA et d'autres partenaires pertinents comme le secteur privé et les associations de producteurs. L'enquête sera anonyme, et il ne sera pas possible de remonter aux différentes personnes interrogées.
 46. Analyse de partenariats avec des organisations similaires et avec le secteur privé. L'évaluation examinera un certain nombre de partenariats avec des organisations similaires – notamment des organismes des Nations Unies et des institutions financières internationales, des organismes d'assistance technique, des ONG et des acteurs du secteur privé, y compris des sociétés multinationales – forgés par le FIDA afin d'encourager et de développer les filières au profit des pauvres.
 47. Analyse de l'expérience pertinente au sein des organisations partenaires. L'équipe chargée de l'ENI recueillera des informations sur les activités de développement des filières, conduira un certain nombre d'entretiens avec des membres concernés du personnel de diverses organisations, représentant des institutions financières comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement; des agences bilatérales de coopération comme l'Agence française de développement, DANIDA, l'Agence allemande de coopération internationale, l'Agence néerlandaise de développement international et l'Agence des États-Unis pour le développement international; et des institutions du système des Nations Unies comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. L'annexe IV présente des extraits de récentes évaluations conduites par d'autres organisations¹⁵.

D. Contraintes

48. Le développement de filières au profit des pauvres étant une priorité relativement récente au FIDA, les projets ne seront pas tous, à la mi-2018, en cours d'exécution depuis assez longtemps pour fournir des informations sur les résultats et l'impact,

¹⁵ La Banque africaine de développement parachève une évaluation sur les filières agricoles. Elle sera incluse dans l'analyse lorsque le rapport final sera disponible.

et très peu d'entre eux auront été évalués. Cela limitera la capacité d'évaluer les résultats à posteriori, en particulier aux niveaux de la communauté, du ménage et des membres du ménage. Cependant, l'évaluation devrait permettre de recueillir des informations sur la situation d'avancement d'un certain nombre de projets récents et sur les résultats des dernières évaluations.

49. En outre, le premier examen de la documentation et les entretiens préliminaires permettent de penser qu'il y a eu un continuum dans la mesure dans laquelle les programmes ont évolué, de manière progressive, depuis l'amélioration de l'accès physique au marché jusqu'à l'intégration d'aspects isolés, ou de multiples éléments, d'une approche filière. Ainsi, l'ENI pourrait inclure dans son analyse, dans la phase initiale, des projets ayant fait référence à une approche globale des filières dans le rapport de conception du projet, même si cette approche n'a pas été entièrement reflétée dans la pratique. Il semble néanmoins qu'une sélection initiale plus large soit préférable au risque d'exclure des projets qui pourraient avoir obtenu des résultats positifs dans ce domaine et pourraient offrir d'importants enseignements.

IV. Processus d'évaluation

50. Phases. L'ENI se déroulera en six phases: i) démarrage, au cours duquel les questions et la méthodologie de l'évaluation proposée dans ce document d'orientation seront encore affinées et des instruments spécifiques de collecte des données seront mis au point; ii) recueil de l'information au siège, par a) un examen de la documentation pertinente et b) des entretiens avec des représentants au Conseil d'administration, la direction et des membres du personnel; iii) conception, réalisation et analyse d'une enquête par voie électronique; iv) études de cas sur des pays choisis; v) analyse des données; et vi) compte rendu pour partager avec la direction les conclusions émergentes et parachever le rapport, réponse de la direction, et diffusion des conclusions et des recommandations issues de l'évaluation.
51. Produits attendus, processus d'examen et retour d'information. Les principaux produits attendus sont le document d'orientation, le rapport final d'évaluation, et un profil d'évaluation¹⁶. Le Comité de l'évaluation examinera le projet de document d'orientation, et ses observations seront prises en compte dans la conception et la réalisation de l'évaluation. La direction sera invitée à fournir des observations écrites sur le projet de document d'orientation et le projet de rapport final. IOE préparera un journal d'audit, qui illustrera la manière dont les observations de la direction seront prises en compte dans les versions définitives des deux documents.
52. Équipe d'évaluation. Sous la direction stratégique générale d'Oscar A. Garcia, Directeur d'IOE, la conduite de l'ENI sera dirigée par le Directeur adjoint, Fabrizio Felloni. Tullia Aiazzi, spécialiste principale en matière d'évaluation, jouera le rôle de consultante principale au sein de l'équipe. En outre, l'équipe comprendra deux ou trois consultants chevronnés, dont les qualifications et l'expérience professionnelles (dans les domaines de l'analyse des filières, de l'industrie agroalimentaire, de la commercialisation, des enquêtes socioéconomiques sur le terrain) viendront compléter le réservoir de compétences requises. Des consultants nationaux appuieront les études de cas. Deux analystes d'évaluation basés à Rome réuniront la documentation issue des analyses sur dossier pour les études de cas et l'analyse du portefeuille de programme et prépareront les notes des analyses sur dossier. Conformément à la pratique antérieure, un expert international chevronné en matière d'évaluation et possédant une expérience de l'évaluation des filières interviendra comme conseiller indépendant pour formuler des observations sur le

¹⁶ Les profils figurent parmi les principaux produits de communication d'IOE, et sont préparés à la fin de l'évaluation, une fois le rapport parachevé. Le profil contiendra un résumé des principales conclusions et recommandations issues de l'évaluation.

projet de rapport et le rapport final, et pour apporter, le cas échéant, un appui technique supplémentaire.

53. Calendrier. L'évaluation sera conduite en 2018 et achevée en 2019.

Tableau 2
Calendrier provisoire de l'évaluation

<i>Activité</i>	<i>Date</i>
Examen par les pairs du document d'orientation	12 janvier 2018
Document d'orientation soumis à la direction du FIDA	15 janvier 2018
Observations de la direction du FIDA sur le document d'orientation	28 janvier 2018
Document d'orientation transmis au Bureau du Secrétaire	2 février 2018
Réunions internes de l'équipe à Rome	19-20 février 2018
Étude sur dossier	Février-avril 2018
Examen du document d'orientation avec le Comité de l'évaluation du FIDA	23 mars 2018
Dossier d'admission et programme de travail définitif	Fin mars 2018
Atelier d'autoévaluation avec la direction	Mai 2018
Collecte des données et missions sur le terrain	Juin-septembre 2018
Rédaction du projet de rapport	Octobre 2018- janvier 2019
Examen par les pairs d'IOE du rapport principal	Début février 2019
Communication du rapport à la direction	Fin février 2019
Observations de la direction	Fin mars 2019
Parachèvement du rapport	Fin avril 2019
Examen par le Comité de l'évaluation	Juin 2019
Examen par le Conseil d'administration	Septembre 2019

Matrice d'évaluation

Critères d'évaluation	Questions d'évaluation	Indicateurs	Sources de données
	<p>Questions fondamentales:</p> <p>L'approche du FIDA en matière de développement des filières au profit des pauvres est-elle un moyen efficace de réduction durable de la pauvreté rurale? Dans quelle mesure, dans quelles conditions et pour qui?</p> <p>Dans quelle mesure la structure organisationnelle du FIDA et ses instruments sont-ils propices à la conception et à l'appui de filières efficaces favorables aux pauvres?</p> <p>Questions corollaires:</p> <p>Dans quelle mesure le groupe cible traditionnel du Fonds, c'est-à-dire les ruraux pauvres et leurs ménages, a-t-il bénéficié ou continue-t-il de bénéficier des interventions sur les filières appuyées par le FIDA, également par rapport à d'autres acteurs sociaux et économiques?</p> <p>Dans quelle mesure l'approche du FIDA en matière de développement des filières a-t-elle contribué ou continue-t-elle de contribuer à la réalisation du mandat et des buts du FIDA, en tenant également compte des objectifs de développement durable?</p> <p>Quelles sont les conditions essentielles à remplir pour que les interventions sur les filières appuyées par le FIDA atteignent le but énoncé de développement inclusif pour tous, et quelle est leur diffusion?</p>		
Pertinence	<p>Mesure dans laquelle l'approche du FIDA en matière de développement des filières est conforme aux cadres stratégiques institutionnels et à d'autres objectifs et instruments des politiques, y compris à la lumière de leurs effets combinés.</p> <p>Mesure dans laquelle les approches filières appuyées par le FIDA sont conformes aux politiques et stratégies des gouvernements.</p>	Cohérence et buts se renforçant mutuellement.	<p>Cadres stratégiques et politiques du FIDA.</p> <p>Politiques des gouvernements dans les pays où est conduite une étude de cas.</p> <p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p>

<i>Critères d'évaluation</i>	<i>Questions d'évaluation</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de données</i>
	<p>Mesure dans laquelle les approches filières appuyées par le FIDA ciblent les besoins des ruraux pauvres, des groupes particulièrement défavorisés ou présentant un intérêt particulier (femmes, peuples autochtones, jeunes, personnes sans terre ou pauvres en terre, et personnes handicapées).</p> <p>Mesure dans laquelle les producteurs ruraux pauvres participent à la détermination des produits et des modèles de filières, dans les interventions sur les filières appuyées par le FIDA.</p> <p>Mesure dans laquelle les interventions sur les filières appuyées par le FIDA se fondent sur des diagnostics solides et intègrent une analyse systématique des filières dans la conception des projets.</p> <p>Mesure dans laquelle les savoirs générés par l'expérience du FIDA a été prise en considération par le FIDA lui-même et par ses partenaires.</p> <p>Pertinence des produits du savoir du FIDA pour le développement des filières.</p>	<p>Améliorations des moyens d'existence des participants pauvres.</p> <p>Caractéristiques socioéconomiques des participants.</p> <p>Appropriation de l'initiative par les producteurs.</p> <p>Nombre d'interventions sur les filières intégrant une analyse des filières.</p> <p>Enseignements tirés explicitement pris en compte dans les projets ultérieurs.</p> <p>Demandes d'exemplaires de chaque publication reçues par le FIDA.</p>	<p>Entretiens avec le personnel du FIDA, le personnel du projet, les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes; enquête par voie électronique.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet aux niveaux national et local.</p> <p>Produits du savoir du FIDA.</p>
Efficacité	<p>Mesure dans laquelle des interventions ont abouti à un fonctionnement au profit des pauvres de filières entières ou de segments de filières.</p> <p>Résultats et impact, positifs et négatifs, des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur les revenus du ménage et les actifs des participants.</p> <p>Résultats et impact, positifs et négatifs, des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur la sécurité alimentaire des participants.</p> <p>Mesure dans laquelle les interventions ont modifié la capacité et les comportements des acteurs clés tout au long de la filière.</p> <p>Résultats et impact des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur les capacités des organisations de producteurs</p>	<p>Nombre d'interventions sur les filières bénéficiant d'un appui ayant pour but explicite d'améliorer les moyens d'existence des ménages pauvres participants.</p> <p>Amélioration des revenus, des moyens d'existence et des actifs des ménages pauvres participant aux filières; disponibilité alimentaire accrue tout au long de l'année et élimination de la période de soudure pour les ménages pauvres participant aux filières.</p> <p>Gestion et capacité technique des organisations de producteurs; capacité des organisations de producteurs de négocier des contrats avantageux;</p>	<p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p> <p>Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.</p> <p>Produits du savoir du FIDA.</p>

<i>Critères d'évaluation</i>	<i>Questions d'évaluation</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de données</i>
	<p>participantes et de leurs parties prenantes.</p> <p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles contribué à l'autonomisation des organisations de producteurs ruraux?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA qui collaborent avec les acteurs du secteur privé, y compris dans le cadre des 4P, contribuent-elles à améliorer les revenus et les moyens d'existence des producteurs ruraux pauvres participants?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA font-elles participer les acteurs du secteur privé à des relations contractuelles transparentes et équitables avec les producteurs ruraux pauvres?</p> <p>Résultats des efforts du FIDA dans le cadre de la concertation sur les politiques en matière de développement des filières et de cadres normatifs au niveau national.</p> <p>Utilisation et utilité des produits du savoir du FIDA pour le développement des filières.</p>	<p>nombre d'interventions ayant abouti à des accords contractuels équitables et transparents favorables aux ménages pauvres participants.</p> <p>Nombre d'initiatives de coopération privé-public favorables aux pauvres dans l'univers des partenariats et des projets bénéficiant d'un appui.</p> <p>Exemples de politiques et de stratégies en rapport avec les filières liées aux interventions du FIDA.</p> <p>Exemples d'utilisation dans les projets appuyés par le FIDA.</p>	
Efficiences	<p>Mesure dans laquelle les partenariats ont été conçus pour exploiter les forces, les compétences et l'expérience comparatives des acteurs clés (par exemple, gouvernement et entités publiques, entrepreneurs privés; donateurs et organisations d'assistance technique, ONG et organisations de la société civile).</p> <p>Mesure dans laquelle les projets ont prêté attention au renforcement des aptitudes et des savoirs du personnel clé du gouvernement et du projet.</p> <p>Instruments financiers et non financiers dont disposent le FIDA et ses partenaires pour appuyer les interventions sur les filières, y compris la coopération Sud-Sud et triangulaire.</p>	<p>Intégration de contributions complémentaires en fonction de l'avantage comparatif de chaque organisation.</p> <p>Part des ressources consacrée au développement des capacités; qualité des occasions de développement des capacités.</p> <p>Exemples de résultats positifs pour les différents instruments.</p>	<p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p> <p>Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations; enquête par voie électronique.</p> <p>Systèmes d'information intégrés au niveau du FIDA.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.</p>

<i>Critères d'évaluation</i>	<i>Questions d'évaluation</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de données</i>
	<p>Comment la structure organisationnelle, les ressources humaines, l'expertise et les budgets du FIDA ont-ils été utilisés pour appuyer la conception et l'exécution des interventions évaluées, et comment une décentralisation accrue peut-elle affecter l'appui au développement des filières.</p> <p>Performance moyenne en matière d'exécution des projets de filières comparée à celle des projets du FIDA dans d'autres domaines.</p>	<p>Qualité et opportunité de l'appui technique aux équipes de projet aux grandes étapes convenues et à la demande.</p> <p>Comparaison entre la performance des interventions sur les filières et la note moyenne du FIDA pour des indicateurs de performance choisis, par exemple le temps écoulé entre les grandes étapes de l'exécution, la réalisation du portefeuille, l'extension des projets.</p>	
Durabilité	<p>Dans quelle mesure les gouvernements ont-ils assumé l'appropriation et la direction du développement des filières, y compris dans leurs cadres de politique générale?</p> <p>Quelle est la probabilité de voir les avantages créés par les interventions sur les filières appuyées par le FIDA se maintenir après l'achèvement des activités prévues?</p> <p>Quel est le degré de rentabilité des interventions et des approches préconisées pour les ménages pauvres et d'autres acteurs clés?</p> <p>Mesure dans laquelle des mécanismes de gestion du risque ont été mis au point pour faire face aux différents types de risque (prix, climat).</p> <p>Quelles sont les perspectives de durabilité des partenariats établis par les interventions sur les filières appuyées par le FIDA?</p> <p>Dans quelle mesure les nouvelles technologies introduites aux divers niveaux des filières favorables aux pauvres sont-elles adéquates et viables dans la durée sur les plans économique, social et technique?</p>	<p>Degré d'appui des responsables des politiques, du contexte des politiques et la réglementation, des stratégies et des programmes.</p> <p>Analyse du coût et des recettes pour les producteurs et les acteurs des filières; résilience face à l'instabilité du marché; projections économiques et financières à long terme.</p> <p>Nombre de mécanismes de ce type mis en place.</p> <p>Degré d'engagement et de confiance mutuelle entre les acteurs dans la filière spécifique.</p> <p>Degré d'adoption d'innovations technologiques et de processus de gestion nécessaire pour la poursuite des activités en l'absence de financement externe.</p>	<p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p> <p>Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.</p>

<i>Critères d'évaluation</i>	<i>Questions d'évaluation</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de données</i>
Domaines thématiques			
Égalité des sexes	<p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré une vision adéquate de l'égalité des sexes dans la conception du projet?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré une vision adéquate de l'égalité des sexes dans l'exécution du projet?</p> <p>Quels ont été les effets des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur la position des femmes dans leur ménage, leur charge de travail, leurs revenus, leur sécurité alimentaire, et leur rôle dirigeant dans leurs communautés et leurs organisations?</p>	<p>Attention accordée: i) au temps des femmes; ii) à la prise en compte de la perception des rôles et des différences sexospécifiques; iii) aux besoins en termes d'aptitudes et de formation.</p> <p>Changements, pour les femmes, sur divers points: accès aux actifs, revenu, organisations rurales, infrastructure, charge de travail.</p>	<p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p> <p>Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.</p>
Nutrition	<p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré une focalisation adéquate sur la nutrition dans la conception du projet?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré une focalisation adéquate sur la nutrition dans l'exécution du projet?</p> <p>Quels ont été les effets des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur l'état nutritionnel des participants ruraux pauvres et des membres de leur ménage?</p>	<p>Changements dans la quantité et la qualité de la nourriture disponible pour les membres du ménage.</p> <p>Changements dans la résilience nutritionnelle du ménage face aux risques saisonniers.</p>	<p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p> <p>Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.</p>
Jeunesse	<p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré, dans la conception du projet, des mécanismes pour la participation des jeunes?</p> <p>Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré, dans l'exécution du projet, des mécanismes pour la participation des jeunes?</p> <p>Quels ont été les effets des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur l'intégration des jeunes?</p>	<p>Changements dans l'attitude et l'intérêt des jeunes concernant les activités des filières.</p> <p>Changements perceptibles dans les schémas migratoires.</p>	<p>Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.</p> <p>Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.</p> <p>Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.</p>

<i>Critères d'évaluation</i>	<i>Questions d'évaluation</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Sources de données</i>
Gestion des ressources naturelles	Dans quelle mesure les approches filières des projets appuyés par le FIDA étaient-elles compatibles avec les principes de la gestion durable des ressources naturelles?	Classification des projets sur la base des notes d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC).	Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.
	Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré, dans la conception du projet, des mesures pour la gestion durable des ressources naturelles?		Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.
	Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré, dans l'exécution du projet, des mesures pour la gestion durable des ressources naturelles?	Exemples de pratiques de gestion et de leurs effets sur l'environnement ainsi que sur la base de production pour les petits exploitants agricoles.	Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.
	Quels ont été les effets des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur la base de ressources naturelles?		
Changements climatiques	Dans quelle mesure les approches filières des projets appuyés par le FIDA étaient-elles compatibles avec la nécessité d'une adaptation aux changements climatiques?	Classification des projets sur la base des notes d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC).	Documents de projet pertinents; évaluations passées et en cours.
	Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré, dans la conception du projet, des mesures pour l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience des producteurs?	Exemples de pratiques d'adaptation aux changements climatiques.	Entretiens avec des membres du personnel du FIDA, des pouvoirs publics, des projets, et d'autres organisations.
	Dans quelle mesure les interventions sur les filières appuyées par le FIDA ont-elles intégré, dans l'exécution du projet, des mesures pour l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience des producteurs?	Changements dans la capacité de faire face aux phénomènes et risques en rapport avec le climat.	Études de cas; échanges avec les participants au projet, les acteurs de la filière et les parties prenantes aux niveaux national et local.
	Quels ont été les effets des interventions sur les filières appuyées par le FIDA sur la résilience des producteurs face aux changements climatiques?		

Orientations du FIDA en matière de filières

- Projets de développement de filières de produits de base, aperçu général
- Enseignements tirés: projets de développement de filières de produits de base
- Note pratique: projets de développement de filières de produits de base
- Note pratique: les partenariats public-privé-producteur (4P) dans les filières agricoles
- Note pratique: évaluations des risques liés aux changements climatiques dans les projets de filières
- Note pratique: analyse et développement de projets dans la filière de l'élevage
- Comment suivre les progrès dans les projets de filières
- Stratégie de financement et conception d'une filière agricole

Évaluations prévues par IOE en 2018, et présentant un intérêt pour l'ENI

Pays	Projets présentant un intérêt pour l'ENI (provisoire)	Année d'approbation du projet	Couverture par type d'évaluation
Burkina Faso	Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural	2009	Évaluation de la stratégie et du programme de pays
	Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)	2012	
	Projet d'appui à la promotion des filières agricoles	2017, projet à un stade précoce	
Côte d'Ivoire	Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté	2009	Évaluation de la performance du projet
Kenya	Programme de commercialisation en faveur des petits horticulteurs	2007	Évaluation de l'impact
	Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique	2015, projet à un stade précoce	Évaluation de la stratégie et du programme de pays
Mexique	Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas, Oajaca)	2009	Évaluation de la performance du projet
	Projet de développement rural à l'intention des communautés rurales et indigènes de la région semi-aride du Nord-Ouest	2005	Évaluation de la stratégie et du programme de pays
	Projet d'inclusion productive en milieu rural	2015	
République de Moldova	Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires	2010	Évaluation de la performance du projet
Rwanda	Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe	2008	Évaluation de la performance du projet
Sri Lanka	Programme de développement des petites entreprises de plantation	2006	Évaluation de la performance du projet
	Programme national de développement des entreprises agroalimentaires	2009	Évaluation de la stratégie et du programme de pays
	Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc (StaRR)	2015, projet à un stade précoce	
	Programme de partenariats avec les petites agro-industries	2017, projet à un stade précoce	
Swaziland	Programme de finance rurale et de développement des entreprises	2008	Évaluation de la performance du projet
Tunisie	Projet de développement agropastoral et des filières associées dans le Gouvernorat de Médenine (élevage)	2014	Évaluation de la stratégie et du programme de pays
	Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Silliana (fruits, horticulture)	2016, projet à un stade précoce	
Mondial	Appui du FIDA aux moyens d'existence faisant appel aux ressources aquatiques de la pêche artisanale, de la petite aquaculture, des zones côtières et des petits États insulaires en développement	Évaluations depuis 2009	Synthèse d'évaluations
	Expérience du FIDA en matière de finance rurale	Sur la base d'évaluations antérieures	Synthèse d'évaluations

Notes tirées d'autres évaluations pertinentes

Banque asiatique de développement: étude des données d'évaluation sur l'appui au développement de filières agricoles, 2012

1. Le Plan opérationnel 2009 de la BASD a reconnu l'importance naissante des filières et manifesté le regain d'intérêt de la Banque pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les projets concernant les filières agricoles se sont multipliés, et de nombreux projets d'agriculture commerciale ont inclus des éléments d'une approche filière. Une étude des données d'évaluation, portant sur 53 prêts (62% du portefeuille de l'agriculture et des ressources naturelles) et 50 opérations techniques comprenant une composante d'agriculture commerciale ont abouti aux enseignements clés suivants:
 - L'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des filières agricoles peut apporter des avantages accrus à tous les participants à la filière, et contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.
 - Les grandes entreprises agroalimentaires ont tiré des avantages de l'émergence des filières, mais les petits exploitants et les petites entreprises peuvent aussi en bénéficier. Pour participer à une filière et obtenir une valeur accrue ou une part plus élevée des bénéfices, les petits exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires devront répondre aux demandes de systèmes plus complexes de vente au détail, qui présentent des défis en rapport avec les produits périssables (durée de conservation), les produits différenciés, les questions de sûreté alimentaire et les préoccupations d'ordre environnemental, relevant de normes privées.
 - Les petits exploitants peuvent bénéficier d'un appui à l'entrée et tirer des avantages des filières grâce à un meilleur ciblage et à une approche par étapes qui développe les compétences et les actifs nécessaires pour répondre aux exigences du marché et améliorer l'accès aux informations pertinentes. L'agriculture sous contrat est l'une des formules dans lesquelles la BASD a obtenu un certain succès, encore que les résultats en aient été mitigés.
 - Les projets classiques de la BASD mettent l'accent sur les petits exploitants et sur la production, et n'accordent que peu d'intérêt à la nécessité des liaisons commerciales. Il peut s'avérer nécessaire, pour appuyer les filières, d'appuyer d'autres acteurs de la filière, afin d'ajouter de la valeur par la transformation, et de toucher des segments de marché de valeur plus élevée (par exemple les produits biologiques).
 - La conclusion de l'étude est que la principale contribution de la BASD a été consacrée au côté de l'offre/de la production dans les filières: l'accès à de meilleurs intrants, la technologie améliorée et les variétés à haut rendement ont permis une augmentation de la production et des avantages nets des petits exploitants agricoles. De nombreux projets ont mis davantage l'accent sur l'établissement de liens entre les agriculteurs et les marchés, et bien qu'ils aient contribué à l'augmentation des revenus, ce n'est que dans quelques cas que cette contribution a pris la forme d'un accès à des niveaux supérieurs d'ajout de valeur dans les filières, ou d'une liaison avec des marchés à valeur élevée.
 - Le développement de l'infrastructure rurale – routes et marchés – fournit des liaisons essentielles, mais il doit connecter des zones présentant un avantage compétitif aux marchés stratégiques. De même, la localisation des marchés et des installations d'entreposage est essentielle pour exploiter le potentiel des filières.
 - Les organisations paysannes opérationnelles peuvent réduire les coûts de transaction grâce à des économies d'échelle et à l'agrégation. Mais les capacités doivent aussi être améliorées dans plusieurs autres domaines, comme les qualités et les normes, le financement des filières et la commercialisation directe. Ces aspects n'ont pas été pleinement traités.

Évaluation de l'appui de la DANIDA au développement des filières, 2016

2. La DANIDA apporte depuis 2002 un appui au développement de filières. Une évaluation de l'appui de la DANIDA a utilisé, pour en déterminer les effets, un cadre comprenant cinq types de capital (naturel, humain, social, physique et financier). Les conclusions sont notamment les suivantes:
- Capital naturel: les interventions appuyées par la DANIDA ont contribué, dans un certain nombre de cas, à l'adoption de techniques de production plus soucieuses de l'environnement (en rapport, par exemple, avec l'utilisation d'engrais et de produits chimiques par les agriculteurs). Elles n'ont toutefois pas abordé les risques de dégradation ou d'érosion du sol ou celui de la pénurie d'eau.
 - Capital humain: les interventions ont contribué à des améliorations de la base d'actifs que constitue la capacité humaine, principalement en termes d'amélioration des compétences en matière de techniques de production agricole et de sécurité alimentaire pour les ménages d'agriculteurs pauvres.
 - Capital social: l'appui avait pour but de garantir des avantages mutuels et de meilleures relations entre les acteurs de la filière. Toutefois, seules des contributions limitées ont été apportées à l'amélioration des relations entre les acteurs clés des filières, qu'il s'agisse des liaisons verticales ou horizontales.
 - Capital physique: les interventions ont contribué à améliorer les capacités et les installations matérielles de production et de transformation (nouveaux équipements, machines, capacité d'entreposage, installations de refroidissement, etc.). Malgré cela, le manque d'équipements suffisants et adéquats pour l'entreposage et la transformation a continué à représenter un obstacle de taille dans les filières bénéficiant d'un appui.
 - Capital financier: les interventions ont contribué à améliorer la base d'actifs en termes de capital financier pour les ménages et les petites et moyennes entreprises ciblés à court terme, principalement grâce à des dons, des prêts à court terme et une augmentation du revenu. Elles n'ont toutefois pas établi les fondations à moyen et à long terme pour la poursuite du développement de cette base d'actifs.
 - Les interventions étaient pour la plupart trop axées sur la production, même dans les pays où une focalisation sur un mécanisme de marché aurait été préférable. Les progrès ont été plus sensibles au niveau des exploitations qu'aux stades secondaires de la transformation. Les effets sur l'emploi ont davantage concerné la main-d'œuvre non qualifiée, vulnérable à la mécanisation.
 - On a considéré que l'approche du développement des filières méritait d'être poursuivie sur la base d'une analyse en bonne et due forme de la filière, ce qui permettrait de recenser les questions essentielles pour le développement du marché, des évaluations stratégiques plus approfondies des capacités et des incitations des partenaires d'exécution, et d'identifier les maillons faibles. On a jugé nécessaires des partenariats à long terme avec les acteurs nationaux; un modèle d'engagement du secteur public pour les services de vulgarisation; et la conception d'interventions fondées sur la demande du marché et davantage axées sur les petits exploitants. L'évaluation a aussi recommandé la réalisation, considérée comme importante, d'une théorie du changement et d'une logique d'impact au stade de la conception.

L'Institut allemand pour l'évaluation du développement (DEVal), 2016

3. Pour la coopération allemande au développement, la promotion des filières agricoles a constitué, depuis l'an 2000, une stratégie importante. La modernisation de la production et de la transformation dans le secteur de l'agriculture, combinée à un plus grand accès au marché, facilite la génération de revenus supérieurs et d'emplois rémunérés dans les filières. Depuis la crise alimentaire mondiale de 2008, la coopération au développement a eu de plus en plus recours aux approches filières pour appuyer la sécurité alimentaire. Réalisée en 2016, une étude fondée sur le portefeuille bilatéral allemand et couvrant la période 2003-2013, avec 140 projets comprenant 169 interventions sur les filières, a

cherché à déterminer si, comment et dans quelles circonstances la promotion des filières contribue à la réduction de la pauvreté ou à la sécurité alimentaire. Les conclusions de cette étude sont les suivantes:

- La promotion des filières agricoles s'est traduite par des gains sur les plans de la productivité, de la qualité et de la commercialisation, et a donc contribué à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire des producteurs. Toutefois, une partie des pauvres s'est heurtée à des obstacles à l'entrée dans les filières: les pauvres en terre, en savoirs et en capital. Ces personnes pourraient, dans la meilleure des hypothèses, être atteintes de façon indirecte. La plupart des participants faisaient partie des personnes disposant de davantage de ressources et de choix, et ayant donc une plus forte propension à accepter le risque. L'insuffisante différenciation des plus pauvres pourrait conduire à des inégalités et aggraver l'exclusion.
- Il a été difficile d'atteindre efficacement les femmes en raison de leur accès limité à la terre et à d'autres ressources, ainsi qu'aux processus décisionnels. De plus, les aspects environnementaux n'ont pas été systématiquement intégrés à la logique d'intervention des filières.
- L'ampleur et la portée de l'impact dépendaient du produit: les produits d'exportation à forte valeur offraient un plus grand potentiel économique mais étaient sensibles aux fluctuations de prix et aux tendances de la demande mondiale, et présentaient des risques plus élevés. D'autre part, la promotion des produits de base destinés au marché intérieur entraînait des marges bénéficiaires plus restreintes mais aussi de moindres obstacles pour les groupes cibles, rendant ainsi possible un impact sur une plus grande échelle. Il y avait également un effet direct sur la disponibilité alimentaire.
- Sécurité alimentaire: les filières des produits de base ont contribué à la sécurité alimentaire en stimulant la production, en minimisant les pertes après récolte, en améliorant la qualité et la sûreté des aliments, et en augmentant la disponibilité locale des produits. Rien n'est venu toutefois démontrer que la production d'autres produits que les produits de base compromettrait la sécurité alimentaire en se substituant à l'agriculture de subsistance.
- La durabilité des filières dépendait de la solidité des relations contractuelles et de la cohésion entre les acteurs. L'un des problèmes a été que les groupes nouvellement créés ont déperissé après la fin de l'appui qui leur était apporté.

Preliminary bibliography

The list includes documents that were or will be consulted in future. Additional documents will also be added in the course of the exercise.

IFAD documents

International Fund for Agricultural Development (IFAD). 2001. Rural Poverty Report, The Challenge of Ending Rural Poverty, Oxford: Oxford University Press.

_____. 2006. IFAD Targeting Policy.

_____. 2007. Strategic Framework 2007-2010, Enabling the rural poor to overcome poverty.

_____. 2009. Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations.

_____. 2010. Climate Change strategy.

_____. 2010. Pro-Poor Rural Value-Chain Development, Thematic Study

_____. 2010. Strategic Framework 2011-2015.

_____. 2011. IFAD's Private-Sector Development and Partnership Strategy, Corporate-level Evaluation.

_____. 2012. Access to markets: Making value chains work for poor rural people, 2012

_____. 2012. Gender equality and women's empowerment Policy.

_____. 2012. Private Sector Strategy, Deepening IFAD's engagement with the private sector.

_____. 2014. Commodity value chain development teaser.

_____. 2014. How to do Commodity value chain development projects.

_____. 2014. Lessons learned - Commodity value chain development projects.

_____. 2015. How to do Climate change risk assessments in value chain projects.

_____. 2015. How to do Livestock value chain analysis and project development.

_____. 2015. Sustainable inclusion of smallholders in agricultural value chains, Scaling up note.

_____. 2016. How to do Public-Private-Producer Partnerships (4Ps) in Agricultural Value Chains.

_____. 2016. How to monitor progress in value chain projects.

_____. 2016. Smallholder Access to Markets (SAM) Evaluation Synthesis.

_____. 2016. Strategic Framework 2016-2025, Enabling inclusive and sustainable rural transformation.

_____. 2017. Food Safety, Trade, Standards and Value Chains, Research Series.

_____. 2017. Stocktaking of IFAD's Value Chain Portfolio.

_____. 2017. Republic of Mozambique. Country Strategy and Programme Evaluation.

IFAD, Institute for Development Studies (IDS). 2015. Brokering Development: Enabling Factors for Public-Private-Producer Partnerships in Agricultural Value Chains.

Documents by other organisations

Asian Development Bank. 2012. Evaluation Knowledge Study: Support for Agricultural Value Chain Development. Manila.

Dalberg Report. 2012. Catalyzing Smallholder Agricultural Finance.

Denmark Development Cooperation (DANIDA). 2010. Evaluation Study: Gender and Value Chain Development, Copenhagen: The Danish Institute for International Studies

_____. 2016. Evaluation of Danida Support to Value Chain Development, Copenhagen: Evaluation Department, Ministry of Foreign Affairs of Denmark

Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO). 2010. Agriculture Value Chain Finance. Tools and lessons.

_____. 2013. Smallholder integration in changing food markets, Food and Agriculture Organisation.

_____. 2017. Defining Small Scale Food Producers to Monitor Target 2.3 of the 2030 Agenda for Sustainable Development.

United Nations. 2016. Agenda 2030, New York.

World Bank. 2010. Building Competitiveness in Africa's Agriculture, Washington DC.

_____. 2011. Understanding Gender in Agricultural Value Chains: The Cases of Grapes/Raisins, Almonds and Saffron in Afghanistan.